Zeitschrift: Schweizer Kunst = Art suisse = Arte svizzera = Swiss art

Herausgeber: Visarte Schweiz

Band: - (1902)

Heft: 21-27

Artikel: L'art et l'état : lettre ouverte à Monsieur Ruchet, conseiller féderal délégué aux Beaux-Arts = Kunst und Staat : offener Brief an Herrn Bundesrat Ruchet

Autor: Vautier, Otto

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-623026

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'ART ET L'ETAT

Lettre ouverte à Monsieur Ruchet, conseiller fédéral délégué aux Beaux-Arts.

Monsieur le Conseiller,

Elu président de la Société des peintres et sculpteurs suisses qui a pour but la défense des intérêts de l'art et des artistes suisses, mon mandat comportait en premier lieu le devoir de resserrer les rapports entre les autorités fédérales et notre Association, échanges si nécessaires pour le développement des Beaux-Arts et le progrès moral et intellectuel du pays.

Aussi, désirant vous soumettre les desiderata des artistes, je me mis aussitôt à votre entière disposition pour discuter avec vous les questions qui nous tiennent à cœur.

J'ai l'honneur de vous rappeler aujourd'hui, Monsieur le Conseiller, votre première lettre de novembre dans laquelle vous m'avez fait part de vos bonnes dispositions en vue de cette collaboration, et enfin celle datée du 19 décembre 1901 où vous m'annonciez une convocation pour les premiers jours de janvier.

Loin de me décourager du fait qu'aujourd'hui encore (26 mai 1902) vous n'ayez pas cru devoir donner suite à votre promesse, je crois utile, à la veille de la nouvelle assemblée générale où je dois rendre compte de mon mandat, de résumer dans cette lettre ouverte les revendications de notre société.

Je vous prie, Monsieur le Conseiller, de bien vouloir accorder quelque attention à ces vœux que je vous transmets dans mon désir ardent et sincère de pouvoir assurer mes collègues de la bienveillance du gouvernement à leur égard.

Peut-être au cours de cette discussion serai-je obligé d'effleurer quelques points dont la nature délicate exigerait une plus gracieuse réserve, mais les circonstances actuelles m'obligent, dans l'intérêt de notre cause, à faire le sacrifice d'une partie de la résignation silencieuse qui distingue depuis quelques années l'attitude des artistes suisses dans l'attente vaine de ce qui leur est dû légitimement. Sans doute la grande confiance des artistes suisses en leur gouvernement les a empêchés d'insister avec vigueur et plus tôt auprès de l'Etat, comme tous les autres groupes représentant le travail national, sur les solutions dont dépendent et leur condition sociale et leur production.

Heureusement que l'art, en soi, recèle une force, une puissance d'évolution extrêmes. Mais cette résistance justifie-t-elle l'abandon complet des artistes ? Assez d'exemples prouvent le danger de cette négligence. Déjà l'émigration forcée, quelquefois définitive de nos artistes est un fait suffisamment significatif qui ne saurait échapper à la vigilance des pouvoirs publics. Il incombe au gouvernement de retenir soigneusement ces énergies précieuses dont la perte entraînerait à la longue une anémie redoutable de

KUNST UND STAAT

Offener Brief an Herrn Bundesrat Ruchet.

Sehr geehrter Herr Bundesrat !

Die Gesellschaft Schweizerischer Maler und Bildhauer, welche die Interessen der Kunst und der Künstler zu wahren bezweckt, verlieh mir, indem sie mich zu ihrem Präsidenten erwählte, ein Mandat, welches mir die Bestrebung nach engeren Beziehungen zu der eidgenössischen Verwaltung auferlegte, dies um die Entwicklung der schönen Künste und den moralischen und intellektuellen Fortschritt unseres Landes zu fördern.

Ich liess es mir daher angelegen sein, mich sogleich zu Ihrer völligen Verfügung zu stellen, um Ihnen die Desiderata der Künstler zu unterbreiten und die in Frage kommenden Momente mit Ihnen zu erörtern.

Ich nehme mir die Freiheit, geehrter Herr Bundesrat, mich heute auf Ihr geehrtes Schreiben vom November, in welchem Sie mir Ihre Geneigtheit zu dieser Mitarbeiterschaft ausdrückten, und auf dasjenige vom 19. Dezember 1901 zu beziehen, durch welches Sie mich, geehrter Herr Bundesrat, von Ihrer Absicht in Kenntnis setzten, mich in den ersten Tagen des Monats Januar zu berufen.

Weit davon entfernt, mich durch den Umstand zu entmutigen, dass Sie es bis heute (20. Mai 1902) unterliessen, Ihrem Versprechen nachzukommen, halte ich es für angemessen, am Vorabende der bevorstehenden Generalversammlung, an welcher ich bezüglich meines Mandats Rechenschaft ablegen soll, Sie in diesem offenen Briefe über die dringenden Anliegen unserer Gesellschaft zu unterhalten.

Ich bitte Sie, sehr geehrter Herr Bundesrat, diesen meinen Ausführungen einige Aufmerksamkeit zu schenken und gütigst in Betracht zu ziehen, dass ich von dem aufrichtigen Wunsche geleitet bin, meine Kollegen demnächst von neuem des Wohlwollens unserer Regierung versichern zu können.

Vielleicht werde ich genötigt sein, im Laufe dieser Besprechung hie und da gewisse empfindliche Punkte zu berühren, deren Natur gewissermassen eine verbindlichere Zurückhaltung meinerseits erheischte; die obwaltenden Umstände dagegen legen es mir auf, immerhin einen Teil jener stummen Resignation zu opfern, mit welcher die schweizerische Künstlerschaft seit einigen Jahren vergeblich auf die Erfüllung ihrer legitimen Wünsche wartet.

Das ausserordentliche Vertrauen seitens der Künstler in ihre Regierung hat dieselben gewiss davon abgehalten, gleich den andern Repräsentanten nationaler Arbeit, energischer und eher auf einer Lösung zu bestehen, von welcher sowohl ihre soziale Stellung, wie ihre Produktion abhängig sind.

Es ist wahr, dass die Kunst eine ganz besondere Wider-

notre organisme social. En effet, l'absence d'art est l'avant-coureur de l'abaissement moral des populations, parce que l'activité uniquement industrielle et spéculative ne fait que discipliner et mécaniser les esprits ; il faut donc au peuple pour résister aux dangers de cette absorption un tonique qui lui donne la santé intellectuelle, d'autres éléments de vie, des motifs de réflexion qui lui assurent ses titres à la liberté d'examen, à l'indépendance individuelle, morale et politique.

* * *

Sans m'étendre davantage sur les raisons qui font considérer l'art comme la principale source d'éducation, de force, de prospérité pour un pays, je me bornerai à constater qu'il a été tenu compte antérieurement de ces faits, quand, il y a environ trente ans, la Confédération fixa à 100 000 francs la subvention annuelle des Beaux-Arts.

Et ceci a eu lieu, Monsieur le Conseiller, comme je vous l'ai déjà fait remarquer dans une lettre antérieure, à une époque où les artistes suisses étaient de beaucoup moins nombreux qu'aujourd'hui et où l'art, d'un caractère plus spécial, ne se confondait pas avec la vie nationale comme c'est le cas actuellement.

Or que s'est-il passé ? Pourquoi l'Etat a-t-il réduit de moitié ce subside annuel déjà devenu insuffisant ? si insuffisant que, en toute franchise et pour les raisons que je vous exposerai plus loin, en supposant que la subvention fût demeurée intacte, nous n'en réclamerions pas moins l'augmentation du crédit des Beaux-Arts.

Une loi ou plutôt un projet de loi pour l'assurance obligatoire dont au reste nul ne conteste le but humanitaire, a motivé cette réduction dite provisoire, puisque M. le Conseiller Favon, en insistant sur la nécessité du « bloc », dit alors : « ce que nous prenons aujourd'hui aux artistes, nous pouvons le leur rendre demain ». Et voilà trois ans, Monsieur le Conseiller, que ce demain se fait attendre. Bien mieux, la loi ayant été rejetée, *j'en conclus que cent cinquante mille francs enlevés aux artistes sont déjà versés en faveur des assurances obligatoires qui n'existent pas.*

Serait-ce vraiment trop demander aux Chambres fédérales qu'elles veuillent bien restituer aux artistes aujourd'hui ce qu'on leur a pris hier ?

* * *

Enfin, comme vous le savez, Monsieur le Conseiller, la Confédération s'était engagée à ne pas diminuer la subvention des Beaux-Arts quand elle a bénéficié du legs Gottfried Keller destiné, dans l'esprit du testament de Mme Welti-Escher, à assurer à l'Etat l'acquisition d'œuvres d'artistes décédés, dans une proportion égale aux crédits réservés alors aux artistes vivants.

Ce compromis clairement établi par le texte même du testament offre déjà au point de vue juridique un titre solide aux artistes vivants pour contester à l'Etat le droit de

standskraft besitzt, aber darf man die Künstler deshalb so völlig im Stich lassen ? Wie viele Beispiele beweisen nicht die Gefahr einer derartigen Vernachlässigung. Schon die häufig endgültige Auswanderung unserer Künstler sollte der Wachsamkeit unserer hohen Behörde nicht entgehen. Der Regierung fällt es anheim, diese Kräfte im Lande zu bewahren, da ihr Abhandenkommen auf die Dauer eine Gefahr für den sozialen Organismus bedeutet.

Gewiss würde das Schwinden der Kunst auch ein tieferes moralisches Niveau der Bevölkerung nach sich ziehen, da die ausschliesslich industrielle und spekulative Thätigkett höchstens die Geister diszipliniert oder mechanisiert. Andere Elemente des Lebens, welche intellektuelle Gesundheit bedingen und welche eine freie Prüfung seiner individuellen, moralischen und politischen Unabhängigkeit gewähren, sind dem Volke notwendig.

Ohne mich des weiteren über die Gründe zu verbreiten, welche die Kunst als eine hanptsächliche Quelle der Erziehung, der Kraft und der Wohlhabenheit eines Landes erscheinen lassen, will ich nur erwähnen, dass diese Thatsachen gewiss bestimmend waren, als die eidgenössische Regierung vor etwa 30 Jahren die jährliche Subvention für die schönen Künste auf 100,000 Franken festsetzte. Dies zu einer Zeit, sehr geehrter Herr Bundesrat, wo, wie ich es Ihnen bereits in einem früheren Schreiben bemerkt, die Schweizer Künstler bei weitem weniger zahlreich waren, wie heute und wo die Kunst einen speziellen Charakter hatte, während dieselbe gegenwärtig mit dem nationalen Leben verschmolzen ist.

Was hat sich denn nun ereignet ? Weshalb hat die Regierung jenen Zuschuss auf die Hälfte herabgesetzt, nachdem derselbe bereits als solcher zu schwach geworden, so schwach, dass wir unbedingt, selbst wenn die Subvention der schönen Künste sich auf der früheren Höhe befände, eine Erweiterung dieses Kredits verlangen würden ?

Ein Gesetz, oder vielmehr das Projekt zu einem solchen (und dessen ausgezeichnete humanitäre Absichten niemand bezweifeln möchte) diente zum Vorwand dieser zunächst provisorischen Reduktion. Selbst der Staatsrat, Herr Favon, als er auf der Notwendigkeit jener Reduktion bestand, sagte : „Was wir heute den Künstlern nehmen, können wir denselben morgen zurückerstatten."

Drei Jahre, sehr geehrter Herr Bundesrat, sind seitdem verflossen und immer noch lässt dieses „morgen" auf sich warten. Mehr noch, das Gesetz fiel, und ich muss demnach hieraus folgern, dass 150,000 Fr., welche den Künstlern abgezogen wurden, für die obligatorischen Versicherungen verausgabt sind, welche gar nicht existieren.

Ist es wirklich zu viel verlangt, wenn wir die Regierung nunmehr darum ersuchen, heute das den Künstlern zurückzuerstatten, was sie denselben gestern genommen ?

Wie Sie wissen, sehr geehrter Herr Bundesrat, hatte sich die Eidgenossenschaft verpflichtet, die Subvention der schönen Künste aufrecht zu erhalten, als sie die Gottfried

réduire le chiffre de la subvention des Beaux-Arts, tel qu'il était fixé à la date du testament.

Il est vrai que le testament ne lie l'Etat que dans la mesure de ses forces, en prévision de calamités publiques ou de circonstances d'une gravité exceptionnelle.

Mais qui donc oserait soutenir que la situation financière de l'Etat impose depuis trois ans le maintien de cette décision ? (1)

L'état de choses actuel n'est donc aucunement justifié. Cet acte arbitraire est sans excuse ; il compromet le développement intellectuel de la nation et cause un préjudice matériel considérable aux artistes dont on ne peut contester les droits au concours moral et financier de l'Etat.

* * *

Il est utile d'attirer maintenant votre attention, Monsieur le Conseiller, sur un autre point concernant l'interprétation du testament de Mme Welti-Escher, lequel prévoit exceptionnellement l'achat d'œuvres d'artistes vivants avec les fonds du Gottfried Kellerstiftung. Rien ne pouvait mieux justifier que les circonstances présentes cet emploi exceptionnel, d'ailleurs partiel, des revenus du legs en faveur des artistes vivants. Comment donc expliquer le refus de la Commission quand il lui fut demandé une mise de fonds pour des achats qui s'imposaient à l'Exposition de Paris 1900, ne fût-ce que pour sauvegarder la dignité nationale ?

Je ne vois point d'autre explication à ce refus que le parti-pris, l'incompétence et l'étroitesse d'esprit des membres de la dite Commission, laquelle, d'ailleurs, paraît s'inquiéter fort peu de l'Art en général, le choix de ses acquisitions continuant à faire trop souvent l'objet des rires ou des amers regrets de toutes les personnes quelque peu éclairées sur ces questions.

* * *

Mais comme je vous l'ai déjà dit antérieurement, Monsieur le Conseiller, la Société des peintres et sculpteurs suisses, dans cette question de la subvention fédérale, ne se place pas, du moins pour le moment, au seul point de vue des considérations juridiques liant cette subvention au legs Gottfried Keller.

Nous entendons aujourd'hui nous placer simplement vis-à-vis des nécessités de l'heure présente. Il est évident que le chiffre des crédits des Beaux-Arts devrait être bien supérieur à celui dont jouissait la petite minorité d'artistes suisses, il y a trente ans. A moins d'être un ignorant en la matière, nul ne peut contester le progrès de l'art durant ces dernières années. Les individualités artistiques sont nombreuses actuellement et la sorte de renaissance à laquelle nous assistons serait pour la nation un titre de fierté si le public et nos gouvernants avaient une notion exacte de

(1) Notons ici que le nouveau tarif douanier, même amendé par les traités rapportera à la Confédération au moins soixante millions par an.

Kellerstiftung entgegennahm, welche Schenkung im Sinne der Frau Welti-Escher dem Staate die Acquisition von Kunstwerken verstorbener Künstler in gleichem Masse ermöglichen sollte, wie dies durch die Bundessubvention für die Schöpfungen lebender Künstler bereits vorgesehen war.

Dieser Kompromiss, welcher deutlich aus dem Wortlaut des Testamentes hervorgeht, bietet bereits vom juristischen Standpunkte aus den lebenden Künstlern einen ausgezeichneten Rechtsgrund, um gegen eine Verminderung der Bundessubvention seitens des Staates zu protestieren.

Allerdings sieht das Testament im Falle ausserordentlicher materieller Not von dieser Verpflichtung seitens des Staates ab. Aber wer möchte behaupten, dass eine derartige Kalamität den Staat seit drei Jahren nötige, eine Bestimmung aufrecht zu erhalten, welche als eine vorläufige nur auf das obligatorische Versicherungsgesetz Bezug hatte, welches verworfen wurde.

Hier möchte ich beiläufig darauf hinweisen, dass der neue Zolltarif, selbst die Abänderungen durch die Verträge eingerechnet, eine Einnahme von sechzig Millionen dem Staate sichert.

Der heutige Stand der Dinge lässt sich also nicht rechtfertigen. Zugleich schadet er der intellektuellen Entwicklung der Nation, ohne von dem materiellen Nachteil für die lebenden Künstler zu reden, welche gewiss ein Anrecht auf die finanzielle und moralische Mitwirkung des Staates besitzen.

* * *

An dieser Stelle wäre es angemessen, sehr geehrter Herr Bundesrat, Ihre Aufmerksamkeit einem andern Punkte des Testaments zuzuwenden, welcher nämlich ausnahmsweise den Ankauf von Kunstwerken lebender Künstler mit den Geldern der Gottfried Keller-Stiftung zulässt. Kaum ein Umstand würde seit drei Jahren eine derartige teilweise Verwendung der Einkünfte jener Schenkung mehr gerechtfertigt haben, und ist es nicht unerklärlich, dass die Kommission sich weigerte, auf einen diesbezüglichen Vorschlag einzugehen, wozu die beabsichtigten Ankäufe auf der Pariser Weltausstellung 1900 eine so billige Gelegenheit boten, umsomehr als wirklich die nationale Würde dabei eine gewisse Rolle spielte. Nur die Voreingenommenheit und der kleinliche Standpunkt jener Kommission vermag hier als Erklärung zu gelten, wie auch dafür, dass diese Kommission ganz unabhängig von dem allgemeinen Interesse der Kunst schaltet und waltet.

Wie ich Ihnen indessen, geehrter Herr Bundesrat, bereits in einem früheren Schreiben zu bemerken die Ehre hatte, so stützt sich die Gesellschaft Schweizerischer Maler und Bildhauer, wenigstens in diesem Augenblicke, nicht auf juristische Erwägungen. Es scheint mir genügend und richtiger, wenn wir bei dieser Frage lediglich die Erfordernisse unserer Zeit im Auge behalten. Schon hiervon ausgehend, muss die Bundessubvention heute höher beanschlagt werden wie diejenige, welche einer kleinen Minorität von Künstlern vor dreissig Jahren zu gute kam. Ein jeder, wel-

l'importance de ce mouvement et de l'intérêt qu'il constitue. Au lieu de favoriser cette extension de l'art conformément aux promesses des discours et des programmes, on semble ne s'entendre que pour enrayer ces efforts et décourager toutes les initiatives. Comme si les autres branches de l'activité nationale, les industries notamment, pouvaient se passer de l'art, nier l'influence directe et heureuse qu'il exerce sur la qualité de la production, contester ses bienfaits au seul point de vue économique!

Que de contradictions dans l'appui irréfléchi, conventionnel que les pouvoirs publics accordent à l'art! Pourquoi ces larges subventions aux écoles d'art si l'élève diplômé ne trouve à son entrée dans la vie qu'indifférence et abandon. Ainsi donc, au moment où l'artiste peut créer, rapporter, on laisse plaisamment pourrir ce fruit mûr sur l'arbre plein de sève. Nul soutien. La subvention fédérale des Beaux-Arts en Suisse est inférieure de 10.000 francs aux crédits d'ailleurs très modestes alloués à la pêche!

Eh bien! ce n'est pas 50,000 francs ni même 100.000 francs qu'un Etat comme le nôtre, soucieux de sa dignité et du développement intellectuel du pays, doit allouer aux Beaux-Arts. Il est aisé de démontrer que, en toute logique et pour équilibrer le budget des Beaux-Arts avec les avantages dont jouissent actuellement les autres branches du travail national, c'est à 300.000 francs au moins qu'il faut porter le minimum dû aux artistes pour que le pays, grâce au développement de la vie artistique, retrouve les intérêts de son capital, les bénéfices de cette opération considérée au seul point de vue économique, financier.

Car à quoi bon le plus maigre sacrifice, si ses effets demeurent stériles. Il faut donc semer pour récolter. Il faut oser répandre pour prendre.

* * *

Enfin, Monsieur le Conseiller, le développement des Beaux-Arts ne dépend pas uniquement des ressources financières dont l'administration dispose, il tient aussi à la manière d'employer ces fonds pour encourager l'initiative et la création individuelles artistiques.

La question de la subvention des Beaux-Arts et la question administrative sont donc intimément liées. C'est pourquoi la Société des Peintres et Sculpteurs suisses, en demandant à l'Etat des ressources suffisantes, a émis en même temps le vœu que la Commission fédérale des Beaux-Arts, chargée de répartir équitablement ces subsides, fût dorénavant élue par les artistes, les premiers intéressés, à part une proportion équitable de membres désignés d'office par le gouvernement. Nous ne voyons pas pourquoi l'Etat refuserait de sanctionner ce mode nouveau qui lui offrirait deux garanties:

1° la certitude d'un choix sérieux d'hommes qualifiés et compétents qui exerceraient leur mandat en excluant toutes considérations étrangères à l'Art.

2° une complète indépendance du gouvernement vis-à-

cher nicht gerade unwissend ist, wird den grossen künstlerischen Fortschritt der letzten Jahre zugeben. Die künstlerischen Individualitäten sind gegenwärtig zahlreich und die Kunstbewegung, welche sich vollzieht, würde unbedingt für unsere Nation eine gerechte Ursache freudigen Stolzes sein, wenn das Publikum und die Regierung die Wichtigkeit und den Nutzen dieser Bewegung gebührend würdigten. Aber statt die Ausdehnung der Kunst zu begünstigen, wie es in Worten allerdings und in Programmen geschieht, scheint man wie im Einverständnis alles zu thun, um diese gewaltigen Anstrengungen zu hemmen. Gleichsam, als ob die anderen Zweige nationaler Thätigkeit, namentlich die Industrie, ohne Kunst bestehen könnten, oder als ob man ihren günstigen Einfluss auf die Qualität der Produkte leugnen wollte, oder kurz den wohlthuenden Einfluss der Kunst vom rein ökonomischen Standpunkte aus zu bestreiten vermöchte!

Welche Widersprüche endlich ergeben sich nicht aus der unzweckmässigen Verteilung der staatlichen Gelder!

Wozu die Kunstschulen mit ihren beträchtlichen Subventionen, wenn der dort gereifte Schüler bei seinem Eintritt ins Leben nur auf Gleichgültigkeit und materielle Schwierigkeiten stösst. Und gerade von dem Augenblicke an, wo er selbstständig zu schaffen vermag, findet der Künstler diese aussichtslose Leere vor sich. Nirgends ein Halt. Die Bundessubvention für die schönen Künste ist kleiner als diejenige, welche die Fischerei fördern soll (nach dem gegenwärtigen Budget).

Ich kann es daher wohl aussprechen, nicht 50,000 und auch nicht 100,000 Francs jährliche Subvention für die Kunst entsprechen den Bedürfnissen eines Landes wie der Schweiz, welches um seine Würde und um die geistige Förderung besorgt ist. Wenn man logisch sein will und wenn hierfür ein gewisses Gleichmass zwischen den Vorteilen, welche die anderen Zweige der nationalen Arbeit begünstigen und der Subvention für die schönen Künste billigermassen, als bestimmend angenommen wird, so ist für letztere ein Minimum von 300,000 Fr. zu beanschlagen, vor allem wenn das Land aus dieser seiner jährlichen Ausgabe, dank der hierdurch gesicherten Entwicklung und Ausdehnung einer lebenden und eingreifenden Kunst, wirklichen materiellen Vorteil ziehen will.

Andernfalls, wozu selbst die kleinen Opfer, wenn ihre Wirkung ja doch verfehlt ist? Man muss eben säen, um zu ernten.

Aber an dieser Stelle ist es wichtig zu betonen, dass die Förderung der schönen Künste nicht einzig von den finanziellen Quellen abhängt, über welche die Verwaltung verfügt, sondern auch von dieser selbst, das heisst von der Art und Weise, wie dieselbe über diese Mittel verfügt, um individuelles Schaffen mit Erfolg zu ermutigen.

Die Frage der Subvention der schönen Künste und diejenige ihrer Verwaltung sind mithin auf's engste verknüpft. Aus diesem Anlasse hat die Gesellschaft Schweizerischer

vis cette commission qu'il n'aurait pas choisie ni désignée, mais seulement sanctionnée.

J'ai signalé, il y a un instant, les défectuosités qui résultent du mode de composition de la Commission de la Gottfried Keller Stiftung, nommée par l'Etat et investie de pleins pouvoirs, conformément d'ailleurs aux termes du testament. Il est évident que les travaux de cette Commission donnent lieu aux interprétations les plus fâcheuses, paraissant en absolue contradiction non avec la forme, mais avec le fond du testament de Mme Welti-Escher. Si le gouvernement, d'autre part, a eu la main heureuse en composant la Commission fédérale actuellement en fonction, la situation des membres de cette Commission n'en est pas moins fausse en principe.

J'insiste sur ce point, Monsieur le Conseiller, que ce principe n'implique nullement une restriction des droits du gouvernement; je crois simplement que n'importe quel gouvernement ne saurait choisir objectivement dans un domaine quelconque sans un critérium pour base. La solution que nous vous proposons constituerait justement ce critérium.

Et quels faits justifieraient une défiance spéciale à l'égard des artistes et les réserves de l'administration en ce qui concerne des droits si élémentaires et indiscutables? La vérité, c'est que des considérations seulement étrangères à l'art peuvent fausser le jugement des artistes; entre hommes de cette même vocation, les faits prouvent que justice est parfaitement rendue aux plus forts et aux plus sincères, malgré les divergences des goûts et des tendances, malgré même les antagonismes en présence.

* * *

Monsieur le Conseiller, à un moment où les conditions sociales des artistes suisses inquiètent à juste titre non-seulement les premiers intéressés, mais tous les esprits distingués et clairvoyants, notre société est plus que jamais résolue à défendre ses revendications. C'est pourquoi je fais encore un appel à l'impartialité, à la bienveillance et à l'initiative du gouvernement.

Voilà trois ans que les représentants de l'État nous assurent qu'ils sont d'accord avec les artistes quant au fond du débat; mais, ajoutent-ils, pour faire valoir leurs droits et intéresser les Chambres à leur cause, *il faut attendre une occasion propice*.

Je regrette de ne pouvoir m'associer à cette politique opportuniste si incompatible déjà avec l'esprit et le programme politiques des hommes actuellement au pouvoir. Je ne puis me représenter nos Chambres fédérales comme des organismes d'une telle sensibilité nerveuse qu'on ne puisse aborder devant elles les questions d'art sans que des coïncidences heureuses viennent atténuer dans la mesure du possible la violence des crises.

Je crois que les Chambres ne seront jamais ni mieux ni

Maler und Bildhauer, indem sie die Regierung um eine genügende Subvention bittet, zugleich den Wunsch geäussert, dass die eidgenössische Kunstkommission, welche die Verwendung jener Mittel zu beschliessen und zu überwachen hat, in Zukunft durch die Künstler selbst zu bezeichnen sei; abgesehen von zweien ihrer Mitglieder, welche von der Regierung delegiert würden. Wir sehen nicht ein, weshalb die Regierung es ablehnen sollte, diesen neuen Modus zu sanktionieren, welcher zwei wichtige Garantien bietet:

1. Die Gewissheit einer Wahl von competenten Fachleuten, welche bei der Erfüllung ihres Mandats alle nicht rein künstlerischen Erwägungen ausschliessen würden.

2. Die völlige Unabhängigkeit der Autoritäten dieser Commission gegenüber, welche Sie nicht selbst gewählt oder bezeichnet, sondern nur sanctionert haben.

Ich habe bereits auf die Lückenhaftigkeit hingewiesen, welche die Zusammensetzung der Kommission der Gottfried Keller-Stiftung aufweist, welche vom Staate erwählt und mit Vollmacht ausgestattet ist, übrigens im Einklang mit den Sätzen der Testamentes.

Es liegt auf der Hand, dass die Arbeiten dieser Kommission Anlass zu peinlichen Auslegungen bieten, welche durchaus nicht mit dem wahren Sinn des Testamentes der Frau Welti-Escher harmonisiren, wenn die Form auch beobachtet scheint.

Wenn andererseits die Wahl der gegenwärtigen eidgenössichen Kunstkommission eine glückliche zu nennen ist, so bleibt die Stellung dieser Kommission dennoch im Prinzip eine falsche. Dieses Prinzip, sehr geehrter Herr Bundesrat, beanstandet durchaus nicht die Rechte der Regierung; es liegt ihm einzig die Thatsache zu Grunde, dass überhaupt keine Regierung auf irgend welchem Gebiete ohne Criterium objectiv zu wählen im Stande ist. Die Lösung, welche wir vorschlagen, würde eben ein solches Criterium bedeuten.

Und welche Thatsachen würden etwa ein spezielles Misstrauen den Künstlern gegenüber rechtfertigen, wenn es sich gerade um deren elementare Rechte handelt? In Wahrheit können nur solche Erwägungen, welche der Kunst fremd sind, das Urteil der Künstler trüben. Unter Leuten gleichen Berufs wird stets dem Stärkeren Anerkennung zu teil, trotz der obwaltenden Meinungsverschiedenheiten und sogar trotz der bestehenden Gegensätze.

Sehr geehrter Herr Bundesrat, in einem Augenblicke, wo die materiellen Bedingungen für die Künstler in der Schweiz einen Charakter angenommen, welcher nicht nur die in erster Linie Interessirten, sondern auch alle, welchen die Wahrung geistiger Interessen unseres Landes am Herzen liegt, beunruhigt, sind die Künstler fester denn je entschlossen, ihre Sache zu verteidigen. Daher wende ich mich heute nochmals an die Unparteilichkeit und das Wohlwollen der Regierung.

Seit drei Jahren versichern uns immer wieder die Vertreter der Regierung, dass sie ja im Princip den Künstlern beistimmen, dass es aber notwendig sei, um dem grossen Rat unser Anliegen mit Erfolg zu unterbreiten, hierzu eine günstige Gelegenheit abzuwarten.

Ich bedaure, diesem Opportunismus nicht beipflichten zu können, um so mehr derselbe sich gar nicht im Einklang mit dem Geiste und dem politischen Programm der leitenden Persönlichkeiten befindet. Noch weniger kann ich mir unsere eidgenössiche Vertretung als einen Organismus von einer derartig nervösen Empfindlichkeit vorstellen,

moins disposées qu'actuellement à accepter un débat aussi intéressant et dont l'importance ne leur échapperait pas si nos propositions leur étaient soumises dans un langage clair et énergique.

L'indifférence que nos représentants nous témoignent n'est que trop excusable si aucune discussion ne dissipe jamais l'obscurité et l'équivoque qu'on entretient comme à dessein autour des questions d'art.

Préfère-t-on rendre justice aux artistes seulement après leur mort, conformément à cette ridicule et lamentable tradition ?

Il s'agit objectivement de ceux qui vivent, qui veulent vivre et y ont les droits ordinaires des autres producteurs. Il s'agit, en définitive, de toute une classe de créateurs qui revendique ses droits au travail et, sans fausse honte aucune, entend obtenir les conditions matérielles qui assurent à chacun la sécurité nécessaire pour le libre développement de son individualité.

Telles sont, Monsieur le Conseiller, les considérations que je m'étais proposé de vous soumettre dans le cours de cet exercice et conformément aux engagements que j'avais pris le jour de mon élection.

Comptant toujours sur votre bienveillant appui, je vous renouvelle, Monsieur le Conseiller, l'assurance de mes sentiments respectueux et dévoués.

OTTO VAUTIER

Président de la Société des Peintres et Sculpteurs suisses.

dass man diese auf Kunst bezügliche Fragen nur mit äusserster Vorsicht und wenn ein glückliches Zusammentreffen von seltenen Umständen es erlaubt, berühren kann. Ich bin dagegen der festen Ueberzeugung, dass der grosse Rat niemals mehr oder weniger aufgelegt sein wird, wie heute, um diese so interessante Frage zu erörtern. Die Bedeutung unserer Wünsche wird unserer Volksvertretung gewiss nicht entgehen, wenn ihr dieselben in einer klaren und kräftigen Form unterbreitet werden.

So lange nicht eine ernste und eingehende Besprechung diese Kunstfragen aus dem Halbdunkel hervorzieht, mit welchem man sie absichtlich umgeben, ist die Teilnahmlosigkeit unserer Volksvertreter nur zu entschuldbar.

Zieht man es vor, dem Künstler nur nach seinem Tode gerecht zu werden, gemäss jener albernen Tradition?

Es handelt sich also um diejenigen, welche leben und leben wollen in dem Bewusstsein ihres Wertes oder ihres Nutzens.

Es handelt sich endlich um eine ganze Klasse von Schaffenden, welche ihr Recht auf Arbeit verlangen und welche ohne falsche Scham die materiellen Bedingungen fordern, welcher die freie Entwickelung ihrer Individualität bedarf.

Dies sind die Erwägungen, welche ich mir Ihnen, sehr geehrter Herr Bundesrat, zu unterbreiten vorgenommen hatte, im Einklang mit den Verpflichtungen, welche ich am Tage meiner Wahl übernommen habe.

Indem ich nach wie vor auf Ihren Beistand rechne, habe ich die Ehre, Ihnen, geehrter Herr Bundesrat, die Versicherung meiner ausgezeichneten Hochachtung und Ergebenheit zu erneuern.

OTTO VAUTIER

Præsident der Gesellschaft schweizerischer Maler und Bildhauer.

" Les Travailleurs ", croquis de C. AMIET.